

LE COMING-OUT DES QUESTIONS DE GENRE

Ludovic Viévard ,docteur en philosophie.

Article écrit pour la revue M3 n°4

En expliquant que les identités sexuées sont l'expression d'une construction sociale plus que d'un fait biologique, les études de genre ont bouleversé la lecture du rapport homme-femme dans la société. Elles contribuent à transformer les structures sociales, pour un meilleur équilibre des rapports de sexe, et intéressent même le grand public. Nées d'un engagement militant dans les années 1970, ces études se sont progressivement organisées et institutionnalisées pour devenir un champ de recherche à part entière, dans lequel les chercheurs de la métropole lyonnaise sont très actifs.

Les études sur les femmes sont nées à la fin des années 1960 aux États-Unis dans le sillage du mouvement de libération des femmes. Au projet social — sociétal, même — s'est ajoutée alors une forte dimension politique. Il s'agissait de mettre un frein à la domination masculine qui verrouillait la société et défendait la légitimité d'un état de fait en soutenant l'opposition naturaliste du sexe « fort » au sexe « faible ». La volonté des féministes de se soustraire à l'hégémonie masculine passait par la promotion d'un nouveau cadre théorique visant à déconstruire les catégories classiques d'homme et de femme. Leur analyse cherchait à établir que l'identité de genre n'est pas tout entière donnée par le sexe biologique : elle est aussi affaire culturelle, fruit d'une histoire collective. Les études sur les femmes puis les études de genre se sont ainsi donné pour vocation de relire l'histoire des sociétés sous le signe de la distinction des genres et des rapports sociaux de sexe. Car si une société est composée d'hommes et de femmes et que chacun y occupe des places et des rôles différents, alors l'histoire des uns n'est pas (toujours) l'histoire des autres, et, si celle des hommes a été faite, celle des femmes reste souvent ignorée.

Du militantisme à la reconnaissance universitaire

Dans la métropole lyonnaise, l'émergence dès la fin des années 1970 des questions de genre a suivi un mouvement identique. De ce point de vue, l'origine de la recherche lyonnaise est représentative d'une même volonté militante de transformation sociale qui s'est imposée depuis la société civile. Avec Huguette Bouchardeau, Annik Houel en est l'une des pionnières à Lyon. Tout commence en 1976, lorsque ces deux militantes du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) ouvrent le Centre Lyonnais d'études féministes (CLEF). Engagées à gauche, elles sont également enseignantes à l'unité de psychologie de l'université Lyon-2. C'est là qu'elles dispensent les premiers cours sur les questions de genre, engagent leurs premiers travaux. D'abord mal vues par l'Université, elles finiront, après une phase de relative indifférence, par obtenir son soutien. Parallèlement à cette poussée de la « base » qui s'est imposée dans les grands foyers universitaires français, le CNRS a commencé à s'intéresser aux études de genre au milieu des années 1980. Si la pleine reconnaissance institutionnelle n'était alors pas acquise, une porte s'ouvrait, dans laquelle les chercheurs mirent un pied. Réunis en 1989 dans l'Association nationale des études féministes (ANEF), les réseaux nationaux ont fait du lobbying et obtenu progressivement des postes en sociologie, histoire, lettres, philosophie, etc. Cette spécialisation par discipline est l'un des traits prégnants des études de genre dans l'agglomération lyonnaise et, plus largement, en France. Un historien, un sociologue, un psychologue ont proposé chacun une thématique sur le genre, car il était plus facile de faire

valoir un intérêt pour ces questions à l'intérieur de leur discipline que de faire reconnaître le genre comme une discipline à part entière.

Même si les *gender studies* sont en passe d'accéder à une nouvelle reconnaissance institutionnelle qui en modifiera probablement l'organisation, la structure actuelle de la recherche métropolitaine témoigne de cette construction en archipel. À l'heure des grands regroupements thématiques, on ne trouve pas de laboratoire exclusivement positionné sur le genre, alors que pas moins de vingt laboratoires de sciences humaines et sociales sur les soixante-cinq de la métropole Lyon – Saint-Étienne comptent au moins un chercheur conduisant une réflexion sur le genre.

Une recherche en archipel

De l'aveu même des chercheurs de la métropole lyonnaise, la recherche sur les questions de genre est atomisée. Un surprenant constat quand on sait l'importance des ressources présentes sur le territoire, leur masse critique comme l'excellence des productions. Plus d'un tiers des laboratoires de la métropole s'intéressent au genre ! Un rapport qui vaut également pour la qualité des travaux produits, puisque des chercheurs intéressés par les questions de genre sont présents dans treize des trente-quatre laboratoires A ou A+ associés à l'Université de Lyon. Tous les laboratoires concernés n'affichent pas un axe « genre », soit parce que ce thème n'est pas mis en avant dans les axes stratégiques, soit parce qu'il est porté, marginalement, par un chercheur. Ainsi Merete Stistrup Jensen, spécialiste des littératures scandinaves, maître de conférences en littérature comparée à l'Université Lyon-2, travaille-t-elle sur la question de l'écriture des femmes, sans que cela apparaisse dans l'affichage de l'axe « Littérature francophone et comparée » de son laboratoire de rattachement, Passages XX-XXI. Au centre Max-Weber, la présentation de l'équipe « Parcours : mobilités, familles, migrations » ne mentionne pas de travaux sur le genre, alors que l'une de ses chercheuses, la sociologue Laurence Tain (Lyon-2), est très active sur cette question. D'autres laboratoires, en revanche, l'affichent clairement. Le LIRE avec « Masculin-Féminin : études sur le genre », dirigé par Christine Planté (Lyon- 2), ou à Triangle avec « Genre et politique », dirigé par Anne Verjus (CNRS). Et à l'Institut d'histoire de la pensée classique, Éliane Viennot (Jean- Monnet) coordonne l'axe « Femme, culture et pouvoir : études sur le genre ». Il faut encore citer le Larhra et son équipe « Genre et société », dirigée par Pascale Barthélémy (ENS) ; le CRIS, qui propose un axe « Histoire et socio-anthropologie du sport et du genre », porté par le directeur de l'unité, Thierry Terret (Lyon-1) ; ainsi que l'IETT, qui affiche un axe de recherche « Genre : pratiques et représentations ».

Des réseaux pour compenser

Que les études de genre se soient développées à l'intérieur des disciplines traditionnelles a incontestablement produit du cloisonnement. Toutefois, dès le moment où elles ont commencé à se développer, elles se sont fortement structurées en réseau. Cela s'explique par l'engagement des chercheurs au service des questions qu'ils portaient. Et aussi par leur capacité à pallier leur relatif isolement initial en se fédérant, soit dans des associations interdisciplinaires, soit dans des regroupements mettant le genre au centre d'une approche disciplinaire. Dans les deux cas, les chercheurs lyonnais ont toujours été actifs et bien représentés. Ainsi, durant plusieurs années, Annik Houel fut présidente de l'Association nationale des études féministes (ANEF). Christine Planté fait partie des membres du comité directeur du Réseau interuniversitaire et interdisciplinaire national sur le genre (RING) et compte parmi ses trois responsables scientifiques. Éliane Viennot, l'une des deux vice-présidentes de l'institut Émilie-du-Châtelet, a également dirigé la Société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime (Siefar), dont elle fut co-fondatrice. Les exemples sont nombreux. Nous finirons seulement en citant deux réseaux locaux qui ont

incontestablement joué un rôle important : le centre Louise-Labé, créé en 2002, du Centre lyonnais d'études féministes (CLEF) et aujourd'hui dirigé par Patricia Mercader (Lyon-2/CRPPC), et le séminaire interdisciplinaire sur le genre, proposé par l'Institut des sciences de l'homme (ISH) et dirigé par Christine Planté et Laurence Tain. Ce séminaire est d'ailleurs à l'origine, avec Pascale Barthélémy du Larhra, d'une rencontre intitulée « Pour une structuration des études et recherches sur le genre en Rhône-Alpes », qui s'est tenue à l'ISH en avril 2012. Elle a marqué le point de départ de rendez-vous réguliers et a été l'occasion de lancer trois groupes de travail consacrés au recensement et à l'accès des fonds documentaires, au recensement des offres de formation et à l'organisation des études conduites dans la région sur la question de la sexualité. L'objectif est encore de créer un annuaire, voire une plate-forme des études de genre en Rhône-Alpes, ainsi qu'une lettre de diffusion permettant une meilleure articulation des différentes initiatives.

Une priorité thématique

Le paysage des études de genre se structure. Les acteurs qui s'organisent y sont d'ailleurs incités par les institutions universitaires ou de recherche qui en reconnaissent pleinement la fécondité. Le guide d'utilisation du recensement national des recherches sur le genre et/ou les femmes, du CNRS, en témoigne. Cette enquête a été conduite en 2011-2012 « afin d'apporter de la visibilité à une communauté scientifique éparpillée au sein du monde de la recherche française ». La volonté de regroupement des chercheurs travaillant sur le genre est donc rendue plus cruciale encore par l'institutionnalisation des *gender studies*. Ce secteur de la recherche pourrait connaître une profonde recomposition. D'ailleurs, l'Institut des sciences humaines et sociales (INSHS), affirmant son souhait de faire des études de genre une priorité thématique, a créé en 2011 un groupement d'intérêt scientifique (GIS) Institut du genre. Si les liens entre les chercheurs ont largement été le fruit de leurs propres efforts — désormais soutenus par l'institution —, la société civile y a parfois contribué. L'intérêt du public et des pouvoirs publics n'a pas cessé de s'affermir pour une façon d'interroger les identités sexuées. Héritières des études féministes, nées de la volonté de briser les cadres institués, les études de genre ont souvent porté une dimension de recherche impliquée et font de larges retours à la société civile, à plusieurs niveaux.

Des questions de société comme objet d'étude

Les études de genre ont ainsi la volonté de réinterroger les questions de société, ce qui a rapidement rencontré l'intérêt des bailleurs de la recherche publique. La région Rhône-Alpes, par exemple, soutient depuis 2004 les recherches sur le genre, avec le cluster 13 d'abord, désormais avec l'ARC 5. Dans la métropole lyonnaise, plusieurs programmes de l'Agence nationale de la recherche (ANR) témoignent de l'intérêt d'une recherche finalisée sur le genre cherchant à renouveler les interrogations traditionnelles. Coordonné par Patricia Mercader et Annie Lachenet (Lyon-1/Triangle) pour une partie de la responsabilité scientifique, le programme Violécogenre vise, par exemple, à mieux comprendre les violences liées au genre dans les établissements d'enseignement secondaire en France. En plus d'une meilleure connaissance du cadre théorique, il devrait déboucher sur un guide des « bonnes pratiques » et proposer des outils de formation des intervenants du système scolaire. Un autre apport des études de genre à la « société civile » concerne un ensemble d'outils de promotion de l'égalité homme-femme. À Lyon-2, le centre de ressources Louise-Labé est également un centre pour l'égalité des hommes et des femmes. À Lyon-1, une mission « Égalité entre les femmes et les hommes » existe depuis 2008, prise en charge par Christine Charretton (Lyon-1/institut Camille- Jordan) et Philippe Liotard (Lyon-1/CRIS). Cette mission est à l'origine d'une biennale universitaire ainsi que d'une Charte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui a été adoptée par l'Université Lyon-1, puis par la Conférence des présidents d'université (CPU). Les édiles sont également attentifs à ces

enjeux d'égalité et de parité et s'appuient sur ces centres universitaires pour faire progresser les dimensions politiques et sociales. Enfin, le grand public s'interroge, troublé par une société qui évolue rapidement par les relations entre hommes et femmes qui sont souvent bousculées, chacun d'eux se voyant délogé de la place traditionnelle qu'il occupait, aussi bien dans le registre professionnel que familial ; les voix des mouvements gay, lesbien et trans se font régulièrement entendre, etc. Il cherche à mieux saisir cette manière nouvelle et souvent complexe de comprendre les identités sexuelles. La visibilité inédite de ses interrogations au Point G, centre de ressources sur le genre de la bibliothèque municipale de Lyon, témoigne d'un changement : après une institutionnalisation difficile, la question du genre est en train d'acquérir une nouvelle légitimité, cette fois dans l'espace grand public.